

# CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN BOURGOGNE- FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 16 juin 2022

Le déclenchement de la guerre en Ukraine et la persistance de la crise sanitaire marquent ce début d'année 2022. De plus, la hausse des prix commence à peser sur le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises. Dans ce contexte, l'activité au niveau national marque le pas, le PIB se repliant légèrement. Dans la région, les enquêtes de conjoncture sont globalement bien orientées. L'activité continue de progresser en avril, portée surtout par le tertiaire marchand. Les carnets de commandes restent fournis dans l'industrie et le bâtiment même s'ils sont en recul dans ce dernier secteur. Pour autant, le nombre de défaillances progresse sur ce début d'année dans la région.

Au niveau du marché du travail, l'emploi permanent au niveau national ralentit au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Dans la région, l'intérim se replie au 1<sup>er</sup> trimestre comme en France. Cette diminution peut être la conséquence d'un contrecoup de la forte hausse du trimestre précédent ou être le premier signe d'un ralentissement du marché du travail. En ce qui concerne la demande d'emploi, elle continue de diminuer au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

1

## ► L'ACTIVITÉ RÉSISTE EN CE DÉBUT 2022

Le début d'année 2022 a été marqué par la persistance de la crise sanitaire et par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Dans ce contexte, l'activité marque le pas en ce début d'année 2022. Au 1<sup>er</sup> trimestre, le produit intérieur brut (PIB) français en volume se replie légèrement (-0,2 %). Avec l'accélération des prix à la consommation, le pouvoir d'achat des ménages diminue et la consommation des ménages recule. La vague Omicron a pénalisé l'activité dans l'hébergement et la restauration. Les difficultés d'approvisionnement continuent de peser sur l'activité de certains secteurs comme l'automobile. Par ailleurs, l'investissement et les exportations progressent ce trimestre.

## L'ACTIVITÉ CONTINUE DE PROGRESSER DANS LA RÉGION

Dans la région, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France <sup>1</sup>, l'activité progresse en ce début d'année. En avril, elle est dynamique dans les services marchands. Elle progresse plus modérément dans l'industrie et le bâtiment. Dans l'industrie, les carnets de commandes se situent à des niveaux élevés. Les difficultés de production restent importantes en raison des problèmes d'approvisionnement importants concernant tous les segments d'activité. L'augmentation des prix des matières premières continue et la répercussion sur les prix de vente s'accélère. Dans le bâtiment, les carnets de commandes reculent. La hausse des prix des matériaux demeure importante et ne peut être que partiellement répercutée sur les chantiers en cours.

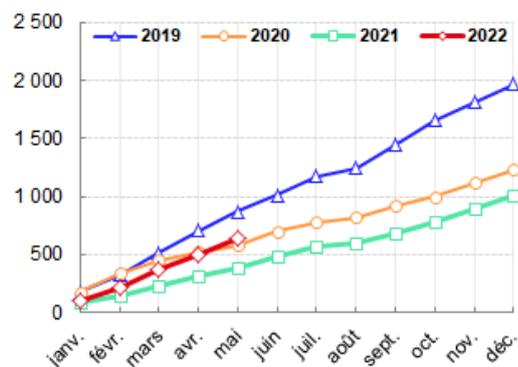
<sup>1</sup> « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, avril 2022.

## LE NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE PROGRESSE

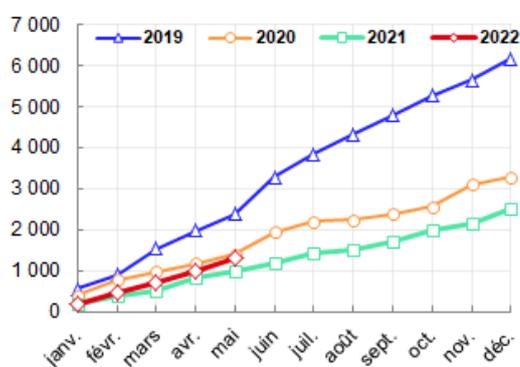
Le nombre de défaillances d'entreprises augmente depuis le début de l'année 2022. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et la fin mai 2022, il se situe à un niveau plus élevé que l'année précédente et qu'en 2020 sur la même période. En effet, 640 ouvertures de procédures collectives ont été ouvertes entre le 1<sup>er</sup> janvier et la fin mai 2022 dans la région (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire directe) contre 389 en 2021 et 581 en 2020 à la même période. Le nombre d'emplois menacés est lui aussi supérieur à son niveau de 2021 mais reste en dessous de celui de 2020 : 1 300 salariés travaillent dans une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective contre près de 1 000 en 2021 à la même période et plus de 1 400 en 2020.

### Procédures collectives RJ ou LJ directe

Ouvertures de procédures collectives - cumul mensuel



Emplois menacés - cumul mensuel

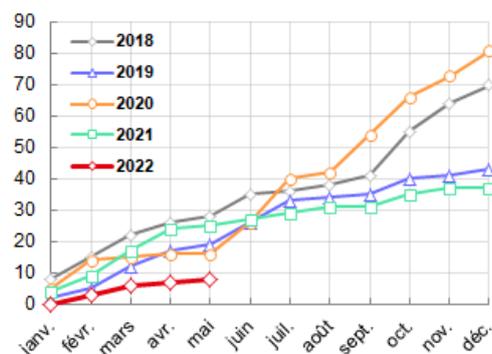


\* Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. Si il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra si il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.  
 Source : DGEFP-Dares – SI RupCo (données à partir de dec.19) ; SI PSE-RCC (données de jan.18 à dec.19).  
 Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

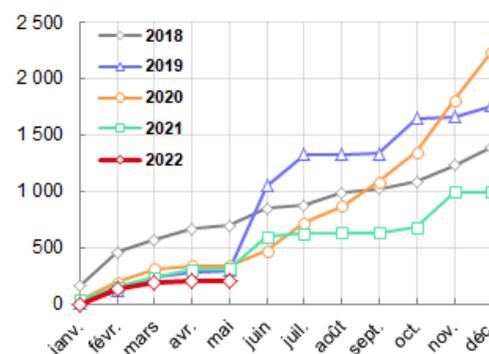
Les ruptures de contrats de travail envisagées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) sont en deçà de leur niveau 2021. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et la fin mai 2022, 212 ruptures de contrats de travail sont envisagées dans le cadre d'un PSE, soit 100 de moins qu'à la même période en 2021.

### Plan de sauvegarde pour l'emploi

Nombre de dossiers - cumul mensuel



Ruptures de contrat envisagées\* - cumul mensuel



\* Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. Si il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra si il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.  
 Source : DGEFP-Dares – SI RupCo (données à partir de dec.19) ; SI PSE-RCC (données de jan.18 à dec.19).  
 Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

## TOUJOURS PEU DE RECOURS À L'ACTIVITÉ PARTIELLE

Afin de limiter les effets de la crise sanitaire sur l'emploi, le dispositif d'activité partielle a été assoupli et élargi pour permettre aux entreprises de recourir plus massivement au dispositif. Il permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité.

Depuis l'été 2021, le recours à l'activité partielle est à des niveaux relativement faibles (environ 5 % des salariés). Le recours à l'activité partielle reste cependant encore relativement élevé dans certains secteurs, comme la fabrication de matériels de transport, en lien avec les difficultés d'approvisionnement.

### Une consommation d'activité partielle limitée depuis le début de l'année

	Année 2021																Au total depuis le 01/03/2020
	mars-20	janv.-21	févr.-21	mars-21	avr.-21	mai-21	juin-21	juil.-21	août-21	sept.-21	oct.-21	nov.-21	déc.-21	janv.-22*	fév.-22*	mars-22*	
<b>Décisions d'autorisations</b>																	
Nombre d'établissements couverts	40 427	15 063	15 006	14 930	19 846	16 821	12 099	3 119	2 552	2 460	1 597	2 065	2 259	2 618	2 106	1 398	51 355
Heures autorisées	22 529 646	11 647 823	11 603 603	12 997 769	15 016 029	12 475 157	11 340 720	3 261 694	3 105 703	3 190 511	2 386 368	2 385 207	2 755 102	2 697 049	2 575 636	2 680 150	360 265 646
Nombre de salariés couverts	419 119	160 064	159 761	160 142	184 855	168 727	142 449	58 891	55 253	55 805	46 754	47 720	48 824	50 727	49 155	43 390	509 018
% salariés couverts / salariés du secteur	44%	17%	17%	17%	19%	17%	15%	6%	6%	6%	5%	5%	5%	5%	5%	4%	52%
<b>Demandes d'indemnisations</b>																	
Nombre d'établissements	36 997	12 255	12 442	14 573	17 290	12 376	6 825	1 933	1 533	1 745	923	1 297	1 685	1 708	1 207	495	48 485
Heures indemnisées	11 080 399	3 733 869	3 828 878	4 314 302	5 016 278	3 092 464	1 490 447	448 717	414 150	648 169	411 811	279 403	298 101	294 336	207 153	114 737	100 155 418
Nombre de salariés indemnisés	247 718	57 625	59 552	68 142	80 082	59 658	38 212	13 754	11 961	18 642	12 936	10 544	9 606	8 709	6 110	2 852	356 722
% salariés indemnisés / salariés du secteur	26%	6%	6%	7%	8%	6%	4%	1%	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%	0%	37%
<b>Taux de consommation</b>																	
heures indemnisées / heures autorisées	49%	32%	33%	33%	33%	25%	13%	14%	13%	20%	17%	12%	11%	11%	8%	4%	28%

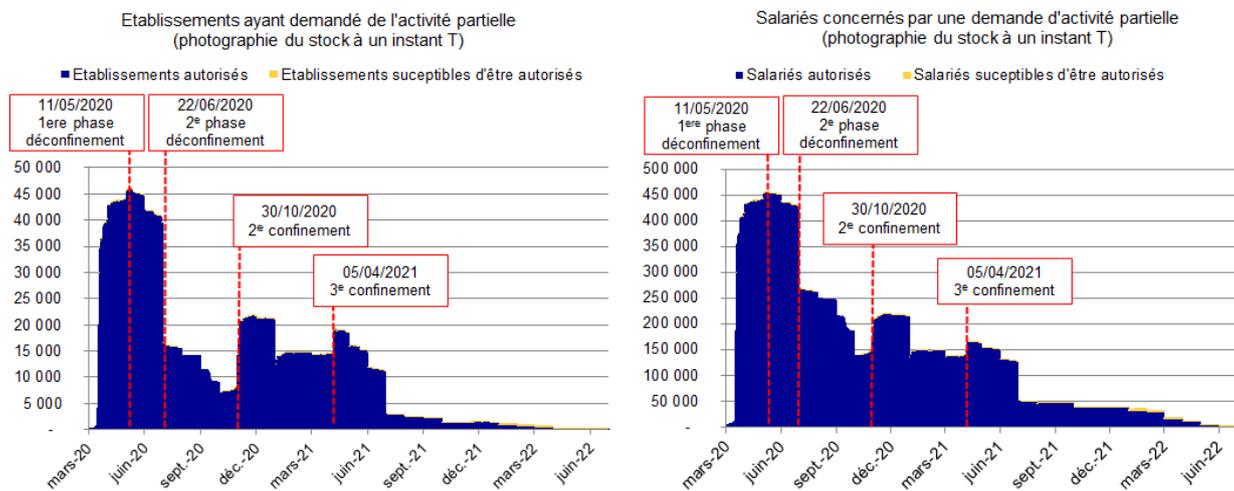
\* données provisoires

Source : DGEFP-Dares

\*Les données à partir du mois d'octobre sont estimées à partir du SI APART du 31 mars 2022.

Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

3



Source : ASP-DGEFP-Dares (données du SI APART du 31 mars 2022)

## ► L'INTÉRIM SE REPLIE : SIMPLE CONTRECOURS OU PREMIER SIGNE DE RETOURNEMENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ?

### RALENTISSEMENT DE L'EMPLOI SALARIÉ AU NIVEAU NATIONAL

Dans le sillage du dynamisme économique de 2021, l'emploi salarié français continue d'augmenter au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (+0,3 %). Cependant, il ralentit par rapport aux trimestres précédents : +0,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et +0,8 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2021.

La situation est néanmoins contrastée selon les secteurs : le tertiaire marchand hors intérim progresse tandis que les autres se stabilisent.

Le taux de chômage au sens du BIT est quasi stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (-0,1 point), après avoir fortement diminué au trimestre précédent (-0,6 point). Il s'élève à 7,3 % de la population active en France (hors Mayotte) et atteint son plus bas niveau depuis début 2008, exception faite de la baisse ponctuelle en « trompe-l'œil » du printemps 2020, pendant le premier confinement.

En Bourgogne-Franche-Comté, les premiers indicateurs disponibles laissent également entrevoir un ralentissement du marché du travail.

### L'INTÉRIM REULE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2022 <sup>2</sup>

Fin mars 2022, environ 36 700 intérimaires sont comptabilisés dans les entreprises de travail temporaire de Bourgogne-Franche-Comté. L'emploi intérimaire se replie au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (-1,9 %) suite à la forte hausse du trimestre précédent (+7,2 %). Au niveau national, il diminue également (-1,2 %). Il se rétracte dans tous les départements de la région. L'emploi intérimaire diminue entre -0,6 % en Haute-Saône et -9,4 % dans le Territoire de Belfort.

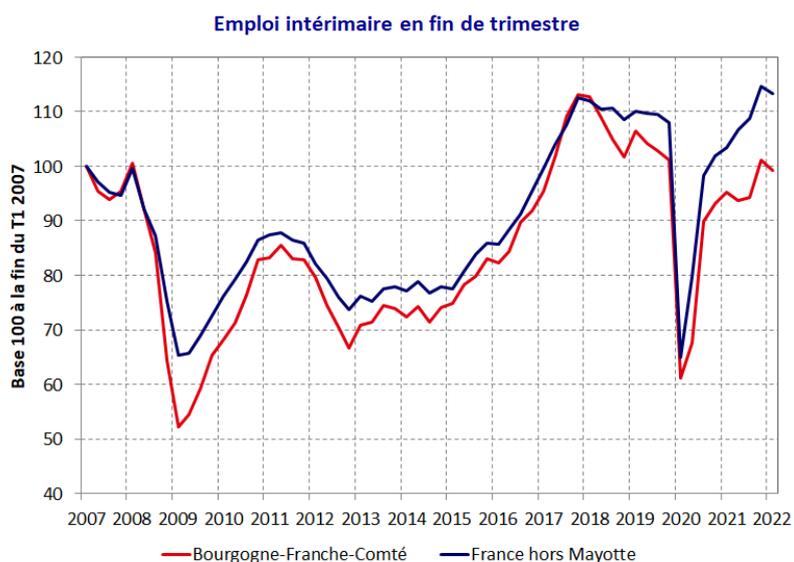
L'emploi intérimaire se replie en particulier dans les transports et l'entreposage (400 intérimaires de mois, soit -11,1 %), la fabrication d'autres produits industriels (près de 300 intérimaires en mois, soit -2,8 %), et la construction (environ 200 intérimaires de mois, soit -4,0 %).

### Memento : chiffres emploi et chômage de la région au T4 2021

T4 2021	Emploi salarié		Taux de chômage	
	Effectifs (en milliers)	évol. trim.	Niveau	évol. trim.
Côte-d'Or	220	-0,5%	5,4	-0,6
Doubs	190	0,4%	6,7	-0,6
Jura	90	0,2%	4,9	-0,5
Nièvre	70	0,4%	6,1	-0,6
Haute-Saône	70	0,6%	6,5	-0,5
Saône-et-Loire	190	0,0%	6,1	-0,6
Yonne	110	0,2%	6,5	-0,8
Territoire de Belfort	50	0,7%	8,5	-0,7
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>970</b>	<b>0,1%</b>	<b>6,2</b>	<b>-0,6</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>25 900</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,4</b>	<b>-0,6</b>

Sources : Insee, estimations d'emploi. Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté.

Publication le 12 juillet des chiffres du 1<sup>er</sup> trimestre 2022



<sup>2</sup> Pour en savoir plus : « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir juin 2022.

## LA BAISSÉ DE LA DEMANDE D'EMPLOI SE POURSUIT AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2022 <sup>3</sup>

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, la demande d'emploi de catégorie A en Bourgogne-Franche-Comté continue de diminuer fortement : -6,0 % sur le trimestre et -17,4 % sur un an. Il s'agit de son plus bas niveau depuis 2009. La demande d'emploi baisse également dans la catégorie B mais augmente légèrement dans la C. Ces deux dernières catégories de demandeurs d'emploi restent à des niveaux particulièrement élevés. Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues baisse (-3,1 %).

Cette même tendance est observée dans l'ensemble des départements de la région. La demande d'emploi de catégorie A recule de -3,4 % en Saône-et-Loire à -9,7 % dans le Territoire de Belfort.

La baisse de la demande d'emploi de catégorie A concerne les hommes et les femmes. La baisse de la catégorie A reste un peu moins forte pour les plus âgés et la demande d'emploi de longue durée diminue plus fortement ce trimestre que la demande d'emploi de moins de un an (-4,6 %).

### Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

	1er trim. 2021	4e trim. 2021	1er trim. 2022		Variation trimestrielle		Variation annuelle
<b>Demande d'emploi en fin de mois</b>							
catégorie A	123 070	108 160	101 620	✓	-6,0	✓	-17,4
catégorie B	31 980	32 820	32 400	✓	-1,3	✗	1,3
catégorie C	67 020	69 230	69 550	✗	0,5	✗	3,8
Ensemble	222 070	210 220	203 570	✓	-3,2	✓	-8,3
<b>Demande d'emploi des femmes</b>							
catégorie A	58 700	51 530	48 970	✓	-5,0	✓	-16,6
Ensemble	114 030	108 040	105 290	✓	-2,5	✓	-7,7
<b>Demande d'emploi des 15-24 ans</b>							
catégorie A	17 890	15 060	13 760	✓	-8,6	✓	-23,1
Ensemble	31 570	28 490	26 750	✓	-6,1	✓	-15,3
<b>Demande d'emploi des 50 ans et plus</b>							
catégorie A	35 290	32 070	30 660	✓	-4,4	✓	-13,1
Ensemble	59 390	57 850	56 950	✓	-1,6	✓	-4,1
<b>Demande d'emploi de longue durée</b>							
nombre	110 310	103 870	99 100	✓	-4,6	✓	-10,2
pourcentage	49,7%	49,4%	48,7%	✓	-0,7	✓	-1

source: STMT Pôle emploi DARES, données CVS.

<sup>3</sup> Pour en savoir plus : « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, avril 2022.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### PUBLICATIONS RÉGIONALES :

- « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir juin 2022.
- « [Conjoncture Emploi Insee – Urssaf – DREETS du 4<sup>e</sup> trimestre 2021](#) », Insee – Urssaf – DREETS, Insee Flash, avril 2022.
- « [Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, avril 2021.
- « [Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, avril 2021.
- « [Fiches territoires](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, avril 2021.
- « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, avril 2022.
- [Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté, Insee \(emploi, chômage, etc.\)](#).
- « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, avril 2022.

### PUBLICATIONS NATIONALES :

- « [Note de conjoncture nationale de l'Insee](#) », Insee, décembre 2021.
- « [Suivi hebdomadaire du marché du travail durant la crise sanitaire](#) », Dares.
- [Tableau de bord de la conjoncture, Insee \(PIB, emploi, chômage, production, etc.\)](#).
- « [Chiffres du commerce extérieur](#) » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :  
[https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg\\_16.pdf](https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf)